

EAR - 017 - 0343



PRÉFET DE LA LOIRE

**ARRETE N°238 DDPP/2017**  
**portant mise en demeure**

Le préfet de la Loire



VU le code de l'environnement et notamment l'article L. 171-8 du titre VII du livre Ier et l'article L. 511-1 du titre I du livre V,

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 11 mai 2010 et l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 juillet 2012 réglementant l'exploitation par la société INDUSTRIEL FRANCE d'une installation de fabrication de tôles lourdes située 118 route des Etaings sur la commune de CHATEUNEUF,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 10 mai 2017, faisant suite à l'inspection du 1er mars 2016 de la société INDUSTRIEL FRANCE située 118 route des Etaings sur la commune de CHATEUNEUF,

**CONSIDERANT** que la gestion des anciens déchets « laitiers de fusion » situés sur la décharge interne du site sis 118 route des Etaings sur la commune de CHATEUNEUF de la société INDUSTRIEL FRANCE n'est pas conforme aux prescriptions de son arrêté préfectoral ,

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de la société INDUSTRIEL FRANCE pour son site situé 118 route des Etaings sur la commune de CHATEUNEUF, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE,

**ARRETE**

**Article 1 – Décharge interne :**

L'exploitant du site sis 118 route des Etaings sur la commune de CHATEUNEUF de la société INDUSTRIEL FRANCE, est mis en demeure **dans un délai de 6 mois** de respecter les prescriptions imposées par le chapitre 5.2 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 11 mai 2010 relatives au réaménagement de la décharge interne et de transmettre les documents qui y sont liés.

**Article 2 – Suites pénales:**

En cas de non-respect de l'article 1 du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales, il pourra être fait application des mesures prévues par les articles L.171-8 du Code de l'Environnement.

**Article 3 – Délais et recours :**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**Article 4 – Exécution :**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, et Monsieur le Maire de Châteauneuf sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera déposée en mairie de Châteauneuf où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 1<sup>er</sup> JUIN 2017

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

**Copies adressées à :**

- Société INDUSTRIEL FRANCE  
118 route des Etaings  
BP 368  
42803 RIVE-DE-GIER
- Monsieur le maire de Châteauneuf
- Inspection de l'environnement DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono

Gérard LACROIX